

Résolution présentée par la délégation du Saint Siège

Saint Siège

Thème Conflits et sécurité internationale

Concerne l'Accueil des réfugiés

L'Assemblée Générale,

Constatant que 89.4 millions de réfugiés dans le monde entier ont fui leur pays,

Affligé que l'Italie, avec un PIB de 2112 milliards USD, a accueilli 147 370 réfugiés tandis que les Etats Unis, avec un PIB de 21 922 milliards USD et une superficie 31 fois plus grande que celle de l'Italie, en a accueilli seulement 272 959,

Déplorant la mort de 20 000 réfugiés en méditerranée en 2020,

Indigné par le fait que les pays de l'UE financent la Turquie pour qu'elle garde les réfugiés venant de Syrie, en les laissant vivre dans des conditions inhumaines,

Déçu d'observer que les pays du monde n'aident pas les pays surchargés par l'arrivée des réfugiés (Italie, Grèce, Libye).

Fâché que certains pays, qui ont signé la convention des droits de l'Homme, vont à l'encontre de leur promesse en fermant leurs yeux sur les conditions de vie des réfugiés dans leur pays d'origine, dans les camps de réfugiés et lors de leur trajet,

Désespéré que des États religieux tels que le Portugal et les Emirats Arabes Unis n'écourent pas la parole de leur Dieu, qui est d'aider son prochain, et accueillent peu de réfugiés. D'autant plus que ces Etats-là ont un PIB très élevé,

Rappelant que dans la Bible (1 Jean 3.17), il est inscrit « Si quelqu'un possède les biens du monde, et que, voyant son frère dans le besoin, il lui ferme ses entrailles, comment l'amour de Dieu demeure-t-il en lui ? », en effet, ceux qui ont le plus de moyens devraient aider ceux qui sont dans des situations difficiles, c'est-à-dire les personnes persécutées du fait de leur race, leur religion, leur nationalité, de leur appartenance à un certain groupe social ou de leurs opinions politiques (Convention de Genève), nous devons donc respecter la parole de tous les Dieux: aider son prochain,

Décide que les Etats doivent accueillir un nombre plus élevé de réfugiés en fonction de leurs richesses et de la superficie de leur État, pour garantir une responsabilité internationale de la crise migratoire dans le monde entier.